

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUMIVER

108 avenue de la République
59113 Seclin

Références : 2026_Lumiver_Seclin_recolement APMD AR 13_WT
Code AIOT : 0007004888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement LUMIVER implanté 108 avenue de la République 59113 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle pluriannuel de la DREAL des Hauts-de-France et plus particulièrement dans le cadre du suivi de suites de la visite d'inspection du 12/06/2025 qui avait pour objet l'action de régional de contrôle du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 pris en application du BREF WT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUMIVER
- 108 avenue de la République 59113 Seclin

- Code AIOT : 0007004888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver a été créée en août 1999. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,...). Elle est également spécialisée dans le traitement des tubes fluorescents plus communément appelés tubes néons.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790 (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques:

- 3510: Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 12 juin 2025, l'inspection des installations classées avait notamment constaté la présence en grande quantité de déchets (dangereux ou non dangereux) triés en attente d'enlèvement. Considérant les non-conformités relevées lors de l'inspection, il a été proposé à M. le préfet de mettre en demeure la société Lumiver de respecter les articles III annexe 2, et I annexe 3.1 (alinéa a, e et g) de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 et l'article 1.1.1 de l'arrêté du 05/02/2025.

A l'issue de la visite d'inspection objet de ce rapport, l'exploitant a communiqué à l'inspection différents documents qui permettent de répondre en partie à certains constats et modifient certains considérants du projet d'arrêté de mise en demeure.

Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée sur le site de la société le 22/01/2026 afin de faire le point sur les propositions du précédent projet d'arrêté de mise en demeure et en particulier sur la quantité de déchets en transit encore présents sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD Générique 3 – Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	MTD Générique 2e – Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	MTD Générique 4b– Capacité de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Respect des capacités de stockage maximales	Arrêté Préfectoral du 05/02/2025, article 1.1.1 Annexe 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/02/2025, article 3.1.1 Annexe 1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	MTD Générique 4d – Déchets dangereux emballés	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Autosurveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 05/02/2025,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques	article 7.1.1 Annexe 1		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse de l'état des stocks met en évidence les éléments suivants :

- le seuil de la rubrique 2718 est dépassé : 200 t stockées pour 190 t autorisées ;
- le seuil de la rubrique 3550 est respecté au global, toutefois il ne l'est pas pour toutes les catégories de déchets (en particulier, dépassement de 57,3 t de la capacité maximale autorisée pour les piles et batteries au lithium).

La situation de dépassement des stocks est liée à une combinaison des facteurs suivants :

- une **problématique d'exutoire** pour certaines technologies
- le **manque de diligence des éco-organismes** pour l'évacuation de certaines technologies.

L'inspection relève également :

- l'**incompatibilité**, pour certaines technologies (pile au mercure notamment), entre la capacité maximale autorisée dans l'arrêté préfectoral et le mode d'organisation actuel des éco-organismes,
- un **défaut d'anticipation de l'exploitant** pour l'évacuation de certains flux (batteries au plomb, batteries Li-ion et VAE).

De plus, l'inspection note que les déchets ne font l'objet d'aucun temps de séjour maximal.

Considérant ces non-conformités, il est proposé à M. le préfet du Nord de mettre en demeure la société Lumiver de respecter les articles III annexe 2, et I annexe 3.1 (a,e) de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 et l'article 1.1.1 de l'arrêté du 05/02/2025.

Par ailleurs, des demandes d'action correctives sont formulées concernant la rigueur du suivi des stocks de déchets entreposés sur site et l'anticipation du renouvellement de ses dispositifs de traitement des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique 3 – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

- a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 29/10/2025 des éléments pour répondre au constat réalisé lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 :

- traitement des effluents aqueux : rappel des VLE, information littéraire sur la gestion, résultats d'analyse ;
- traitement des effluents gazeux : rappel des VLE,
 - description littéraire du process de broyage des néons, schéma de principe du process, information sur les caractéristiques des flux d'effluents ;
 - description littéraire du système de traitement des rejets du broyage batteries non dangereuse, schéma de principe du procédé.

Avis de l'Inspection : Concernant le broyage de néons, le schéma de principe ne fait pas apparaître l'ensemble des flux atmosphérique lié à l'installation, notamment les flux diffus. Les parties du process sous captation ne semblent pas exhaustives. La description du système de traitement d'air est incomplète, elle ne mentionne pas la présence de cyclone ou le traitement sur charbon actif. Elle ne mentionne pas non plus la présence d'une hotte pour capter les effluents atmosphériques et aqueux lors de casse de néons dans les bacs de stockages.

L'Inspection note également que ces informations ne viennent pas mettre à jour l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux de leur dossier de réexamen IED. A titre d'illustration, l'inventaire mentionnait que l'ensemble du procédé de broyage des néons était réalisé au sein d'une enceinte close mise en dépression. Ce qui n'est actuellement pas le cas.

Concernant le broyage des piles et batteries, cette installation n'est actuellement pas intégrée dans la rubrique IED 3510 du tableau de classement de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral

complémentaire du 5 février 2025, mais les modifications à venir dans le classement de la dangerosité des déchets de batteries au zinc (code absolu « déchet dangereux » dans la nomenclature déchets en vigueur à compter du 09/11/26) doivent amener l'exploitant à s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions applicables à cette installation, notamment au titre de la réglementation IED.

Le schéma de principe doit correspondre à la description des procédés de traitement, notamment sur les parties du process où sont captés les effluents (quid de la captation au niveau du broyeur?), sur le traitement réalisé et sur la caractérisation des rejets (poussières mentionnées sur les schémas mais également ammoniac, COV et SO₂ dans la description ; filtre à charbon pas toujours mentionnés). Les effluents aqueux de lavage doivent également apparaître.

Non-conformité : l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux n'est pas conforme à l'attendu.

Le schéma de principe doit permettre de comprendre rapidement les différents flux y compris ceux en provenance des installations annexes comme les installations de traitement des effluents. Une attention particulière doit être apportée à l'exhaustivité de ces flux et notamment des diffus. L'information doit être accessible via un seul schéma de principe par procédé, qui doit permettre de visualiser l'ensemble des flux entrants et des flux sortants (aqueux, atmosphériques canalisés et diffus, déchets).

L'inventaire a également pour objet de définir les paramètres pour lesquels une auto-surveillance est nécessaire. Ces éléments doivent apparaître de façon lisible, de même que les indications de performances des systèmes de traitement des effluents atmosphériques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre sous 1 mois l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux exhaustif répondant à l'article III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. Cet inventaire met à jour l'inventaire présent au sein du dossier de réexamen IED du site. Il doit être autoportant et régulièrement mis à jour à minima lors de toute modification ou ajout de procédé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : MTD Générique 2e – Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)

Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets

consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place la procédure PR32 stockage des déchets. Le plan des stockages est annexé à cette procédure.</p> <p>Elle mentionne des fréquences d'enlèvement qui ne répondent que partiellement à la question de la durée maximale de stockage sur le site.</p> <p>Concernant la gestion des piles, cette procédure ne permet pas de comprendre comment fonctionne le site, et les quantités maximales pouvant être stockées sur site par catégorie de pile. Les contraintes liées au volume minimal par catégorie de piles ne sont pas indiquées, de même que les contraintes liées aux éco-organismes.</p> <p>Non-conformité : la procédure fournie ne permet pas de déterminer la temporalité du stockage de ces déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant d'établir sous 1 mois des procédures qui déterminent le lieu et la temporalité du stockage de ces déchets. Cette procédure doit définir la temporalité maximale du stockage des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : MTD Générique 4b– Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats :

L'exploitant a communiqué ses tableaux de suivi des stocks au 21/01/2026.

Le fichier contient 5 onglets :

- stocks en cours,
- stocks passés,
- seuil ICPE DREAL,
- suivi des sorties.

Les éléments de l'onglet « stocks en cours », après analyse par l'inspection, sont synthétisés dans le tableau 1 en PJ du présent rapport.

Non-conformité : Les stocks dépassent les capacités maximales autorisées pour les piles triées relevant de toutes les technologies, sauf les piles NiCd et alcalines.

En particulier, 82,3 t de piles contenant du lithium sont présentes sur le site. → le stock de piles et batteries contenant du lithium est très supérieur au seuil autorisé qui est de 25 t.

Observation : L'inspection note que les piles lithium sont enregistrées sous le code déchet 16 06 05 sans l'astérisque (caractérisant les déchets dangereux) dans l'onglet « stock en cours », ce qui devra être corrigé. Cet astérisque a été ajouté dans les tableaux en PJ du présent rapport.

Par ailleurs, l'inspection note que certains stocks de piles triées ont été réduits (piles NiCd, piles alcalines) depuis les bilans transmis par l'exploitant en date du 12/06/2025 et du 31/07/25, mais que d'autres stocks de piles triées ont significativement augmenté (lithium, NiMH, plomb, mercure) comme synthétisé dans le tableau 2 en PJ suite à l'analyse par l'inspection des différents états des stocks transmis par l'exploitant.

L'exploitant justifie l'accumulation de piles et batteries au lithium par les difficultés d'organisation des enlèvements des piles triées, qui sont gérés administrativement par les éco-organismes.

En particulier, l'exploitant précise les éléments suivants :

- concernant les piles boutons lithium (32,5 t sur site à la date de la visite d'inspection) : les éco-organismes rencontrent un problème de filière de traitement. Il n'y a pas eu d'élimination en 2024 et 2025.
- concernant les piles chlorure de thionyle (15,4 t sur site à la date de la visite d'inspection) : les éco-organismes rencontrent un problème de filière de traitement.
- concernant les piles lithium manganèse (15,3 t sur site à la date de la visite d'inspection) : l'exutoire n'accepte que des petits lots de 5-6 t.

L'exploitant indique que pour chaque catégorie de pile, il ne peut y avoir mutualisation de lot entre éco-organismes et qu'un envoi doit être équivalent à un camion soit 20-22 palettes ou 10 t (sauf pour les piles lithium manganèse). La constitution d'un stock tampon est donc nécessaire avant de pouvoir réaliser un enlèvement.

Concernant l'enlèvement des piles lithium, afin de pouvoir suivre de façon plus fine les sorties et les relances des éco-organismes, l'exploitant a mis en place le tableau "suivi des sorties". En effet, les deux éco-organismes fonctionnent différemment soit par mail soit via une plate-forme dédiée ce qui complique significativement le suivi et la traçabilité des envois.

L'inspection note que depuis la visite de juin 2025, 692 t de piles et batteries triées ont été évacuées (667 palettes). Sur ces quantités, 106,5 t (184 palettes) concernaient des piles contenant du lithium. Cependant, ces enlèvements n'ont pas suffi à rétablir la conformité, en raison des flux de déchets entrants générés par l'activité du site, lesquels continuent d'alimenter les stocks de piles triées sur l'installation.

L'inspection constate que les demandes d'enlèvement en attente de traitement s'échelonnent de septembre 2025 à janvier 2026, avec également une demande datant de février 2025 pour l'enlèvement de 9 t de piles bouton lithium.

Au jour de l'inspection, les commandes suivantes sont en attente d'enlèvements :

E C O - ORGANISME	Type de pile	D A T E D E D E M A N D E	N o m b r e d e p a l e t t e	Quantité (tonne)
BATRIBOX	pile bouton lithium	22-févr.	16	9
BATRIBOX	limno2	04-sept.	6	5
BATRIBOX	pile bouton lithium	04-sept.	20	10
BATRIBOX	plomb	10-sept.	12	10
BATRIBOX	LIMNO2	04-déc.	8	5
BATRIBOX	lisocl2	15-déc.	11	8
ECOSYSTEM	NIMH	15-déc.	12	12
ECOSYSTEM	alcalines	16-janv.	20	27
BATRIBOX	NIMH	21-janv.	10	12
ECOSYSTEM	lithium-ion	21-janv.	20	12
ECOSYSTEM	nicd	20-janv.	16	15

Au global, 125 t de piles (151 palettes), dont 49 t (81 palettes) de piles contenant du lithium sont en attente d'enlèvement, dont 9 t depuis quasiment un an.

L'analyse par l'inspection de ces éléments permet d'obtenir le bilan suivant des stocks théoriques

après enlèvements, dans la situation présentée à la date de la visite d'inspection, en considérant toutes les demandes d'enlèvement réalisées, qui est repris en le tableau 3 en PJ du présent rapport.

Le tableau 4 en PJ du présent rapport présente le bilan des stocks théoriques si l'on ne considère que les demandes d'enlèvement réalisées avant le mois de janvier 2026 (soit au moins trois semaines avant la date de l'inspection).

L'inspection note :

- **pour les batteries au plomb** : d'une part que l'exploitant a effectué une demande d'enlèvement datée du 10/09/25 qui n'avait pas donné lieu à une évacuation au jour de l'inspection, et d'autre part que cette demande d'enlèvement seule ne lui permettrait pas de repasser sous la capacité maximale autorisée.
- **pour les piles au mercure** : qu'aucune demande d'enlèvement n'a été faite pour les piles au mercure, bien que la capacité maximale autorisée soit dépassée. L'exploitant indique que cette situation est liée aux exigences des éco-organismes (une demande d'enlèvement doit correspondre à environ 10 t de piles triées).
- **pour les batteries Li-ion et VAE** : que l'exploitant n'a pas anticipé suffisamment l'évacuation de ces batteries en effectuant une demande d'enlèvement plus tôt, la demande ayant été effectuée la veille de la visite d'inspection alors que 19,1 t étaient stockées sur site.
- **pour les piles bouton lithium** : que l'exploitant a effectué des demandes d'enlèvement datées du 22/02/25 (6 relances auprès de l'éco-organisme) et du 04/09/25 (2 relances), mais qu'aucune évacuation n'a été effectuée par l'éco-organisme au jour de l'inspection (voir problématique d'exutoire mentionnée ci-dessus).
- **pour les piles lithium manganèse** (LiMnO_2) : que l'exploitant a effectué des demandes d'enlèvement datées du 04/09/25 (1 relance) et du 04/12/25, mais qu'aucune évacuation n'a été effectuée par l'éco-organisme au jour de la visite d'inspection.
- **pour les piles chlorure de thionyle** (LiSoCl_2) : que l'exploitant a fait une demande d'enlèvement datée du 15/12/25, mais qu'aucune évacuation n'a été effectuée par l'éco-organisme au jour de la visite d'inspection.

Il ressort des constats que la situation de dépassement des stocks est liée à une combinaison des facteurs suivants :

- une **problématique d'exutoire** pour certaines technologies (piles bouton lithium, piles chlorure de thionyle) menant les éco-organismes à ne pas mandater de transporteurs pour faire évacuer les stocks présents sur le site de l'exploitant,
- le **manque de diligence des éco-organismes** pour l'évacuation de certaines technologies qui ne présentent a priori pas de problématiques d'exutoire (batteries au plomb, piles lithium manganèse),
- l'**incompatibilité**, pour certaines technologies (pile au mercure notamment), entre la capacité maximale autorisée dans l'arrêté préfectoral et le mode d'organisation actuel des éco-organismes,
- un **défaut d'anticipation de l'exploitant** pour l'évacuation de certains flux (batteries au plomb, batteries Li-ion et VAE).

L'inspection note également que les déchets ne font l'objet d'aucun temps de séjour maximal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société LUMIVER sous 1 mois :

- de définir un temps de séjour maximal des déchets, selon leurs caractéristiques, qu'elle s'astreindra à respecter en lien avec les éco-organismes,
- de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'accumulation des déchets et :
 - soit de redescendre sous les seuils autorisés dans son arrêté du 5 février 2025,
 - soit de déposer auprès de M. le préfet un porter-à-connaissance accompagné de tous les éléments d'appréciation, visant à prévoir des modalités d'entreposage supplémentaires sur site dans le respect de la réglementation en vigueur, et à régulariser sa situation administrative

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : MTD Générique 4d – Déchets dangereux emballés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)

Thème(s) : Risques chroniques, Zone séparée pour les déchets dangereux emballés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.

Constats :

Les piles triées sont stockées dans des fûts métalliques de 200 litres dans un bâtiment muni de murs et portes coupe feu.

Les racks de stockage des poudres mercurielles sont pourvus, en façade, de grille d'accès fermées à clefs et sur le côté de filet permettant séparer et isoler ce stockage notamment du stockage de batterie de batterie zinc/air.

Aucun stockage de poudre fluorescente n'a été constaté en dehors des racks lors de la visite d'inspection.

L'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des capacités de stockage maximales**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2025, article 1.1.1 Annexe 1**Thème(s) :** Situation administrative, capacités de stockages**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Extrait du tableau de classement pour les rubriques 3550 et 2711 qui concerne le stockage de déchet. Les plafonds par type de déchets de la rubrique 3550 reprennent ceux de la rubrique 2718 complétés par ceux correspondants aux déchets traités sur le site (compris dans la rubrique 2790), aux D3E dangereux (compris dans la rubrique 2711) et aux condensateurs susceptibles de contenir des PCB (compris dans la rubrique 2792).

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	É l é m e n t s caractéristiques	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage déchets dangereux et DEEE 1t de cartouche d'encre et toners 35 t tubes fluo et autres lampes 20 t de poudre fluorescente 5 t / 20 m3 Ecrans en transit 20 t / 80 m3 DEEE à dépolluer (ordinateurs, petits électroménagers) 5 t / 5 m3 gros électroménagers froids en transit 2 t aérosols vides contenant des substances dangereuses /extincteurs usagés 2 t emballages / absorbants / chiffons souillés 2 t de condensateurs contenant	A

		<p>c o n t e n a n t probablement PCB 1 t filtre à huile 120 t de piles en mélanges 5 t de piles mercure 10 t de batteries plomb 15 t de batteries Ni- Cd 25 t / 16 m3 autres piles dangereuses (Li- ion, Lithium, chl or r u r e d e Thionyle, VAE,...) 2 t de métaux ferreux 1 t verre cassé L a c a p a c i t é susceptible d'être présente est de 270 t</p>	
2711-2	<p>Installations de t r a n s i t , regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de d é c h e t s d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 L e v o l u m e susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>T r a n s i t , regroupement, tri, désassemblage de DEEE, mis au rebut : 5 t / 20 m3 écrans en attente de démantèlement 20 t / 80 m3 DEEE à d é p o l l u e r (ordinateurs, petits électroménagers) 5 t / 10 m3 cartes électroniques 5 t / 5 m3 gros électroménagers froids en transit 10 t / 20 m3 serveurs, ordinateurs, unités centrales 7 t / 30 m3 benne DEEE dépollués L a c a p a c i t é susceptible d'être présente est de 52 t / 165 m3</p>	DC

11 m3 piles = 1,5t			
<p>Constats :</p> <p>Dépassement des capacités maximales autorisées : voir point de contrôle n°3 Selon le tableau de suivi des stocks daté du 21/01/2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> le seuil de la rubrique 2718 est dépassé : 200 t de stockées pour 190 t autorisées ; le seuil de la rubrique 3550 est respecté au global, toutefois il ne l'est pas pour toutes les catégories de déchets (en particulier, dépassement de 57,3 t de la capacité maximale autorisée pour les piles et batteries au lithium). <p>Suivi des capacités stockées sur site : Sur le tableau de suivi des seuils ICPE, l'exploitant a mis en place des seuils d'alerte afin de comparer le stock en cours et les quantités autorisées. L'inspection note des incohérences entre ce tableau de suivi et le tableau "stock en cours", par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> la quantité de "batteries au plomb" n'est pas celle du tableau "stock en cours" et ne comprend pas l'ensemble des codes 16 06 01*, la quantité de "tubes fluorescent" n'est pas celle du tableau "stock en cours" et ne comprend pas l'ensemble des codes 20 01 21*, la quantité de "poudre fluorescente" n'est pas celle du "tableau stock en cours", la quantité de "piles au mercure" ne prend pas en compte l'ensemble des codes déchets 16 06 03* du tableau "stock en cours", la quantité de "piles NiCd" ne prend pas en compte l'ensemble des codes déchets 16 06 02* du tableau "stock en cours". <p>Par ailleurs, ce tableau ne prend pas en compte les quantités indiquées dans l'onglet "stocks passés". L'exploitant a pourtant confirmé par courriel du 17/03/26 que ces quantités sont toujours entreposées sur site.</p> <p><i>Observation : sur ce tableau, il serait intéressant de reprendre les codes déchets retenus pour chaque ligne. Le stock en cours doit être en lien direct avec le tableau "stock en cours" avec la mise en place d'une formule automatique. L'Inspection note en effet des différences pour les métaux ferreux contenant du mercure, les batteries plomb, les filtres à huile, emballage souillés, aérosols et cartouches d'encre et toners, les tubes fluo, la poudre fluorescente. De façon générale, l'exploitant doit veiller à utiliser les mêmes termes dans chaque tableau afin de les rendre compréhensibles par tous et fluides.</i></p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>cf. suites proposées au point de contrôle n°3 Demande d'action corrective : Dans un délai d'un mois, l'exploitant corrigera son outil de suivi des stocks afin que les valeurs qui y sont affichées correspondent bien aux quantités présentes sur site.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective			

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2025, article 7.1.1 Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent les mesures à l'émission pour les composés listés ci-dessous selon les méthodes d'analyses conformes aux normes en vigueur :

Paramètre	Fréquence	Fréquence
	Conduit 1 (tubes néons)	Conduit 2 (batteries)
Débit et vitesse	Annuelle	trisannuel
O2	Annuelle	trisannuel
Poussières	semestrielle	trisannuel
Hg	trimestrielle	trisannuel

Cd+Hg+Tl et composés	Annuelle	trisannuel
As+Se+Te	Annuelle	trisannuel
Pb et composés	Annuelle	trisannuel
Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn	Annuelle	trisannuel

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants mentionnés au titre 2 est effectuée dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'installation de traitement des déchets non dangereux.

Constats :

L'exploitant a transmis le résultat du contrôle des rejets de l'installation de broyage de néon du 09/07/2025, du 09/09/2025 et 02/12/2025.

L'exploitant a analysé le mercure et les poussières répondant ainsi aux fréquences de contrôles réglementaire trimestrielle et semestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2025, article 3.1.1 Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Concentration instantanée en mg/Nm3	Conduit 1 (tubes néons)	Conduit 2 (piles zinc/air) si les flux de l'article 3.1.4 sont dépassés
Poussières	5	100
Hg	0,002	-

Cd + Hg + Tl et composés	0,1	0,1
AS + Se + Te et composés	1	1
Pb et composés	0,025	1
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni+ V + Zn	5	5
Composés organiques volatils COHV	-	110

Constats :

Les résultats du contrôle des rejets de l'installation de broyage de néon du 09/07/2025 montrent :

- une comparaison aux VLE de l'arrêté préfectoral du 27/06/2011 et non à celles de l'arrêté préfectoral du 05/02/2025
- un dépassement de la VLE pour le mercure : 3 g/m³ pour une VLE de 2 g/m³. Pour rappel la VLE de l'arrêté préfectoral du 27/06/2011 était de 25 g/m³.

Ils mettent également en avant un écart à la norme pour la vitesse des gaz bien que la moyenne des essais soit supérieure à la VLE.

Les résultats des mesures du 09/09/2025 confirme le dépassement de VLE pour le mercure (2,5 g/m³ pour une VLE de 2 g/m³).

Interrogé sur ce dépassement, l'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement du charbon actif qui traite les effluents de la chaîne de broyage des néons. Ce changement a été réalisé le 17/10/2025. L'exploitant a également fourni le bon de commande signé pour l'élimination de ce déchet et daté du 23/12/2025 (BSD-20260304-9FT5CBNTH du 2026-03-04)

Les résultats des mesures du 02/12/2025 montrent le respect des VLE pour le mercure et les poussières.

L'exploitant a communiqué le tableau de mesure sur rejet atmosphérique de son analyseur fixe pour l'année 2025. Ce tableau compare une valeur moyenne mensuelle en concentration au seuil réglementaire. Il fixe également un seuil à partir duquel le changement du charbon actif est à prévoir. Il fait référence au Mode opératoire 113 sur le dépassement et le remplacement du charbon actif.

Ce tableau ne permet pas de vérifier la justesse ou la précision de son appareil de mesure en continue par rapport au relevé et aux analyses ponctuelles réalisées par un laboratoire extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : L'exploitant communiquera à l'inspection sous 1 mois les moyens mis en œuvre en termes de maintenance préventive et de suivi des concentrations afin d'anticiper le renouvellement des moyens de traitement des rejets atmosphériques. Concernant la non-conformité en mercure du 09/07/2025 et du 09/09/2025, il réalisera une

analyse des valeurs journalières de son auto-surveillance en continu par rapport à la valeur mesurée par le laboratoire extérieur afin d'établir un retour d'expérience sur la justesse et la précision de son appareil de mesure en continu.Cette analyse sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois